

Actualité



600 personnes manifestent près de Fessenheim

À la veille du deuxième anniversaire du drame de Fukushima, 600 personnes ont manifesté hier à Chalampé (Haut-Rhin) pour réclamer la fermeture immédiate de la centrale nucléaire de Fessenheim. PHOTO PQR

Fukushima tremble pour ses enfants

JAPON Si les radiations de la catastrophe nucléaire n'ont tué personne à ce jour, des cancers de la thyroïde ont été détectés chez les enfants, qui pourraient être les principales victimes de la radioactivité. Ils apprennent à se protéger

DEUX ANS APRÈS. Le 11 mars 2011, un tsunami ravageait tout sur son passage dans la région du Tohoku, au Japon. Et causait un accident industriel majeur à la centrale nucléaire de Fukushima, sans précédent depuis celui de Tchernobyl, vingt-cinq ans plus tôt. Le bilan officiel du raz-de-marée atteint désormais 15 880 morts et 2 694 disparus. De nombreuses cérémonies sont prévues aujourd'hui au Japon.

RAFAËLE BRILLAUD
À KYOTO

Trois cas diagnostiqués, sept autres suspects. Depuis quelques mois, la préfecture de Fukushima égrène tristement les annonces de nouveaux cancers de la thyroïde découverts chez ses enfants. Nul n'est en mesure d'affirmer s'ils sont liés à la catastrophe qui s'est déroulée il y a deux ans. Mais la thyroïde, cette glande située au niveau de la gorge, a pour particularité de concentrer l'iode radioactif libéré en

grande quantité lors des accidents nucléaires, ce qui peut provoquer à terme des cancers. Et les enfants, dont la thyroïde est en pleine croissance, sont les premiers touchés par cette contamination.

L'ennemi invisible

À Tchernobyl, vingt-six ans après, pas moins de 7 000 cancers de la thyroïde sont ainsi imputés à la catastrophe. Faut-il s'attendre à une même explosion des tumeurs dans la préfecture de Fukushima ?

Dans un rapport publié fin février, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a reconnu une hausse du risque dans les zones les plus contaminées. La plus élevée concerne les filles exposées au stade du nourrisson, dont la probabilité de contracter une tumeur à la thyroïde augmenterait de 70 %. Elle passerait de 0,75 % en temps normal à 1,25 %. Autrement dit, ce type de cancer étant rare et les populations concernées restreintes, la hausse pourrait bien rester inaperçue. Greenpeace fustige l'OMS, jugeant qu'elle « sous-évalue honteusement » l'impact des radiations.

En attendant d'en savoir plus, les familles sont condamnées à apprivoiser l'incertitude, l'attente. Une

vaste étude épidémiologique suit les quelque 360 000 enfants présents sur le territoire à l'époque du drame. En septembre, ses premiers résultats ont provoqué la panique : des nodules ou des kystes ont été retrouvés chez 40 % des 100 000 enfants ayant déjà subi une échographie. Sont-ils les précurseurs d'une explosion de tumeurs ? « Seuls les nodules et kystes d'un diamètre respectivement supérieur à 5 millimètres et à 20 millimètres sont inquiétants – ce qui concerne 0,5 % du panel », tempère Jean-René Jourdain, de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. « Il est par ailleurs trop tôt pour se prononcer : Tchernobyl nous a enseigné qu'une hausse n'est perceptible statistiquement que cinq ans après la catastrophe. Et un cancer peut se développer jusqu'à quarante ans après une exposition. »

Les enfants de Fukushima, dont certains vivent avec un dosimètre autour du cou, apprennent donc à vivre avec un ennemi invisible qui hante leur quotidien. Si l'iode radioactif a disparu, les dépôts de césium demeurent. Et personne ne peut certifier l'innocuité des faibles doses de radioactivité sur la santé. Alors on ap-



prend aux enfants à dormir au rez-de-chaussée, loin du césium accumulé sur les toits. À ne sortir qu'une trentaine de minutes par jour – ils sont de plus en plus nombreux à souffrir d'obésité, faute d'activités en plein air. On leur offre des temps de « récupération », comprendre quelques heures passées dans une zone moins contaminée, pour jouer dans l'herbe sans affoler les dosimètres.

Faut-il quitter Fukushima ? Pour les parents, le dilemme est cornélien. À ce jour, 160 000 personnes ont tout abandonné. Soit parce qu'elles vivaient dans des zones désormais interdites, soit parce qu'el-

les ont décidé de fuir, volontairement, la radioactivité.

Mais comment reconstruire sa vie ailleurs, sans maison, ni travail, ni amis, et sans aide de l'État ? « Je suis le gagne-pain de ma famille. Si je m'en vais, je n'ai aucune chance de maintenir mon niveau de revenus actuel », lance Yoshihiro Kanno, un habitant de la ville de Fukushima, qui témoigne sur Internet. Il ne s'en inquiète pas moins pour ses deux enfants. « Papa, ne t'en fais pas, je ne partirai pas », lui a un jour avoué sa fille. « Les gens hors de Fukushima ne voudront pas me demander en mariage. »

Depuis, le nucléaire à la française vacille

La sévérité accrue de l'Autorité de sûreté nucléaire et l'intention de fermer Fessenheim résultent de Fukushima

Le séisme, le tsunami et la ruine de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi ont ébranlé l'assurance dont faisaient preuve les maîtres du nucléaire hexagonal. Deux ans après le drame, les « évaluations complémentaires de sûreté », menées sous l'égide de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), ont abouti à des prescriptions d'une sévérité sans précédent à l'égard des exploitants.

En juin 2012, l'ASN a détaillé le calendrier des travaux à mener dans les 19 centrales nucléaires (soit 58 réacteurs), mais aussi sur huit si-

tes d'Areva où du combustible nucléaire est manipulé et sur cinq sites du Commissariat à l'énergie atomique. L'ASN demandait la mise en place dans l'année d'une « force d'action rapide » capable d'intervenir en moins de vingt-quatre heures sur n'importe quel réacteur accidenté. Elle soulignait la nécessité d'aménager d'ici à 2018 un « noyau dur », c'est-à-dire une salle de commandes bunkerisée dans chaque centrale française. Cela permettrait de poursuivre le travail dans le cas d'une irradiation massive des environs.

Les centrales nucléaires devront aussi disposer d'un système d'alimentation électrique supplémentaire à cette date. EDF a évalué la facture de ces prescriptions à quelque 10 milliards d'euros sur ses installations. Cette lourde remise à niveau résulte d'une hypothèse désormais

prise au sérieux. Celle de l'enchaînement de circonstances défavorables qui, comme à Fukushima, rompt l'approvisionnement en électricité et rend un site nucléaire incontrôlable. La nouvelle donne modifie, au moins à la marge, l'équation financière du nucléaire. Les nouvelles normes de sûreté vont renchérir le coût du kilowattheure produit par les centrales françaises.

Le déni du lendemain

Cette évolution se dessine aussi pour les centrales de nouvelle génération, censées être plus sûres. Le coût de l'électricité à la sortie de l'EPR de Flamanville, en construction dans la Manche, pourrait avoisiner celui de l'éolien terrestre.

Le durcissement des normes est tout aussi palpable à l'échelle européenne. Si nombre de pays ne

comptent nullement renoncer au nucléaire, des « stress tests » effectués sur les centrales de l'Union européenne ont démontré que des travaux s'imposaient. L'Allemagne a décidé quant à elle de sortir du nucléaire à l'horizon 2022. La Suisse veut faire de même en 2034.

Du côté des autorités françaises, l'affaire avait pourtant débuté dans le déni, ou du moins la volonté de minimiser le drame. Après la première explosion dans l'enceinte de la centrale submergée, Eric Besson, alors ministre de l'Industrie et de l'Énergie, évoquait « un accident grave, pas une catastrophe ». Pour le ministre, fervent zélateur de l'atome, il fallait éviter que s'installe le doute dans l'opinion publique. « Toutes les centrales françaises ont été conçues en intégrant le risque sismique et le risque inondation »,

poursuivait-il. Ceux qui ont assisté à l'inondation de la centrale du Blayais, le 27 décembre 1999, lors du passage de la tempête Martin, peuvent témoigner que la réflexion autour de ce « risque inondation » était quelque peu lacunaire. . .

Arc-bouté sur la défense du nucléaire à la française, Nicolas Sarkozy ne voulait pas entendre parler d'une réduction de la voilure. François Hollande a opté pour une solution de moyen terme. Il a fixé le cap vers une réduction de la part du nucléaire à 50 % de la production électrique pour 2025. Si la centrale de Fessenheim devait être fermée en 2016, il s'agirait d'une première traduction concrète en ce sens. Et d'une conséquence indirecte de l'énorme vague qui a dévasté le littoral japonais le 11 mars 2011.

Jean-Denis Renard